

LE SCRIPT DES CONVERSATIONS SECRÈTES

# Complot turc pour entrer en guerre ouverte contre la Syrie

Des enregistrements de réunions de Sécurité nationale turque, publiées anonymement le 27 mars 2014 sur YouTube, font apparaître un complot du gouvernement Erdoğan pour entrer en guerre ouverte contre la Syrie. Prise de panique, l'administration a immédiatement coupé l'accès des citoyens turcs à YouTube tout en dénonçant une violation du secret de la Défense nationale.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 28 MARS 2014

ENGLISH ESPAÑOL



**Les quatre comploteurs : Ahmet Davutoğlu (ministre des Affaires étrangères), Yaşar Güler (chef d'état-major adjoint), Hakan Fidan (chef des services secrets) et Feridun Sinirlioglu (secrétaire d'État aux Affaires étrangères).**

**L**e 27 mars 2014, des extraits d'enregistrements d'une réunion de la Sécurité nationale turque ont été diffusés sur Internet. Immédiatement, le gouvernement a bloqué l'accès des Turcs à YouTube.

Selon ces documents, le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan aurait préparé une fausse attaque par l'Émirat islamique d'Irak et du Levant (ÉIIL) contre la tombe de Suleiman Shah en Syrie pour justifier une intervention de l'armée turque en territoire syrien.

Suleiman Shah, le grand père d'Osman Ier fondateur de l'Empire ottoman, était enterré à Alep. Sa tombe a été déplacée en 1973, mais reste une enclave extra-territoriale turque en territoire syrien.

Le 20 mars 2014, l'ÉIIL a exigé le retrait des troupes spéciales turques secrètement déployées en Syrie et a menacé de détruire la tombe de Suleiman Shah si rien n'advenait.

Le problème que rencontrent les comploteurs est que depuis des mois l'ÉIIL occupe cette tombe sans qu'Ankara ait réagi. Le prétexte, suffisant en lui-même, paraît donc quelque peu fabriqué pour le besoin.

Voici le texte de ces enregistrements :

## Première partie

**Ahmet Davutoğlu (ministre des Affaires étrangères) :** Le Premier ministre a déclaré que, dans la conjoncture actuelle , cette attaque [de la tombe de Suleiman Shah] doit être considérée comme une opportunité pour nous.

**Hakan Fidan (chef des services secrets) :** Je vais envoyer quatre Syriens, si c'est ce qu'il faut. Je vais créer un casus belli en ordonnant une attaque de missiles contre la Turquie, nous pouvons également préparer une attaque sur la tombe de Suleiman Shah si nécessaire.

**Feridun Sinirlioglu (secrétaire d'État aux Affaires étrangères) :** Notre sécurité nationale est devenue un outil pratique et peu cher de politique.

**Yaşar Güler (chef d'état-major adjoint) :** C'est un casus belli. Je

veux dire, ce que nous allons faire, c'est créer un casus belli.

**Ahmet Davutoğlu** : [...] Que doit faire notre ministère des Affaires étrangères exactement ? Je ne parle pas de la chose. Il y a d'autres choses que nous sommes censés faire. Si nous nous décidons sur ce sujet nous devons informer les Nations Unies, le consulat du régime syrien à Istanbul, non ?

**Feridun Sinirlioglu** : Mais si nous décidons d'une opération, il faut créer un effet choquant. Je veux dire, si nous allons le faire. Je ne sais pas ce que nous allons faire, mais peu importe ce que nous décidons, je ne pense pas qu'il serait approprié d'aviser quiconque au préalable.

**Ahmet Davutoğlu** : D'accord, mais nous allons devoir en quelque sorte préparer. Pour éviter les courts-circuits en ce qui concerne le droit international. Je venais juste de réaliser quand je parlais au président [Abdullah Gül], si les chars turcs vont là-bas, cela signifie que nous sommes là-bas, dans tous les cas, non ?

**Yaşar Güler** : Cela signifie que nous y sommes, oui.

**Ahmet Davutoğlu** : Oui, mais il y a une différence entre y aller avec des avions et y aller avec des chars...

**Yaşar Güler** : Peut-être que nous pouvons dire au consulat général syrien que l'État Islamique en Irak et au Levant travaille actuellement aux côtés du régime, et que ce lieu est une terre turque. Nous devrions certainement ...

**Ahmet Davutoğlu** : Mais nous avons déjà dit cela et adressé plusieurs notes diplomatiques.

**Yaşar Güler** : Pour la Syrie ...

**Feridun Sinirlioglu** : C'est exact.

**Ahmet Davutoğlu** : Oui, nous les avons envoyé de nombreuses fois. Par conséquent, je voudrais savoir quelles sont les attentes du chef d'état-major envers notre ministère.

**Yaşar Güler** : Peut-être que son intention était de dire que, je ne sais pas vraiment, il a rencontré Monsieur Fidan

**Hakan Fidan** : Eh bien, il a mentionné cette partie mais nous ne

sommes pas allés dans le détail.

**Yaşar Güler** : Peut-être que c'était ce qu'il voulait dire ... une note diplomatique vers la Syrie ?

**Hakan Fidan** : Peut-être que le ministère des Affaires étrangères est affecté à la coordination ...

**Ahmet Davutoğlu** : Je veux dire, je peux coordonner la diplomatie mais la guerre civile, l'armée ...

**Feridun Sinirlioglu** : C'est ce que j'ai abordé. D'une part, la situation est différente. Une opération sur l'ÉIL a des bases solides en droit international. Nous allons le dépeindre comme étant Al-Qaïda, il n'y a pas d'inquiétude si c'est une question concernant Al-Qaïda. Et s'il s'agit de défendre la tombe de Suleiman Shah, c'est une question de protection de notre terre.

**Yaşar Güler** : Nous n'avons pas de problèmes avec cela.

**Hakan Fidan** : Quand cela va arriver, cela va provoquer un grand émoi interne. La frontière n'est pas sous contrôle ...

**Feridun Sinirlioglu** : Je veux dire, oui, des attentats vont se produire bien sûr. Mais je me souviens de notre conversation d'il y a 3 ans ...

**Yaşar Güler** : M. Fidan devrait recevoir de toute urgence du soutien et nous devons l'aider à fournir des armes et des munitions aux rebelles. Nous devons parler avec le ministre. Notre ministre de l'Intérieur, notre ministre de la Défense Nous avons besoin de parler à ce sujet et de parvenir à une résolution monsieur.

**Ahmet Davutoğlu** : Comment étions-nous arrivés à mettre nos forces spéciales en action quand il y a eu une menace dans le nord de l'Irak ? Nous aurions du faire pareil là-bas aussi. Nous aurions du former ces gars et envoyer des hommes. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons pas le faire, nous ne pouvons faire uniquement ce que la diplomatie...

**Feridun Sinirlioglu** : Je vous l'ai dit à l'époque, pour l'amour de Dieu, en général, vous savez comment nous avons réussi à avoir ces tanks là-bas, vous y étiez.

**Yaşar Güler** : Quoi, vous voulez dire nos affaires ?

**Feridun Sinirlioglu** : Oui, comment pensez-vous que nous ayons réussi à envoyer nos chars en l'Irak ? Comment ? Comment avons nous réussi à impliquer des forces spéciales et des troupes ? J'ai été impliqué dans cela. Permettez-moi d'être clair, il n'y avait pas de décision du gouvernement à ce sujet, nous avons réussi cela avec un seul ordre.

**Yaşar Güler** : Eh bien, je suis d'accord avec vous. Pour une chose, nous n'avons pas à discuter de cela. Mais il y a différentes choses que la Syrie peut faire dès maintenant.

**Ahmet Davutoğlu** : Général, la raison pour laquelle nous disons non à cette opération est parce que nous connaissons la capacité de ces hommes.

**Yaşar Güler** : Regardez, Monsieur, MKE (Mechanical and Chemical Industry Corporation) n'est elle pas aux ordres du ministre ? Monsieur, je veux dire, le Qatar est à la recherche de munitions pour les acheter en cash. En liquide. Alors, pourquoi ne le faisons nous pas ? C'est sur ordre de Monsieur le ministre...

**Ahmet Davutoğlu** : Mais il y a l'endroit, nous ne pouvons pas agir de façon intégrée, nous ne pouvons pas coordonner.

**Yaşar Güler** : Alors, notre Premier ministre peut convoquer le ministre de la Défense et Monsieur le ministre au même moment. Ensuite, il peut leur parler directement.

**Ahmet Davutoğlu** : Nous, M. Siniroğlu et moi, avons littéralement supplié Monsieur le Premier ministre pour obtenir une réunion privée, nous avons dit que les choses n'allaient pas si bien que cela.

**Yaşar Güler** : En outre, il n'a pas à être surchargé de réunions. Vous-même, Monsieur le ministre de la Défense, Monsieur le ministre de l'Intérieur et notre chef d'état-major, quatre d'entre vous suffisent. Il n'est pas nécessaire d'être une foule. Parce que, Monsieur, la nécessité principale c'est qu'il y ait des armes à feu et des munitions. Pas même des armes, principalement des munitions. Nous venons juste de parler à ce sujet, Monsieur. Disons

que nous mettons en place une armée là-bas, d'un millier d'hommes. Si nous les engageons dans cette guerre sans leur fournir un minimum de 6 mois de munitions alors ils vont revenir nous voir au bout de deux mois.

**Ahmet Davutoğlu** : Ils sont déjà de retour.

**Yaşar Güler** : Ils vont revenir vers nous, Monsieur

**Ahmet Davutoğlu** : Ils ont venir de ... Comment c'était ? Çobanbey [checkpoint près de la ville turque d'Elbeyli]

**Yaşar Güler** : Oui, en effet, Monsieur. Cette question ne peut pas rester un fardeau sur les épaules du seul Monsieur Fidan comme elle l'est actuellement. C'est inacceptable. Je veux dire, nous ne pouvons pas comprendre cela. Pourquoi ?

\*\*\*

**Ahmet Davutoğlu** : Ce soir là, nous avons atteint une résolution. Et je pensais que les choses prenaient un tour pour le bien. Le notre...

**Feridun Siniroğlu** : Nous avons émis la résolution du MGK [Conseil national de sécurité] le lendemain. Ensuite, nous avons parlé avec le général ...

**Ahmet Davutoğlu** : Et les autres forces faisaient vraiment un bon suivi de notre faiblesse. Vous dites que vous allez capturer cet endroit, et que les hommes là-bas constituent un facteur de risque. Vous les faites se retirer. Vous capturez la place. Vous renforcez et y envoyez vos troupes à nouveau.

**Yaşar Güler** : Exactement, Monsieur. Vous avez absolument raison.

**Ahmet Davutoğlu** : Vraiment ? C'est ainsi que je l'interprète. Mais, après l'évacuation, ce n'est pas une nécessité militaire. C'est une toute autre chose.

\*\*\*

**Feridun Siniroğlu** : Il y a quelques changements sérieux dans la géopolitique mondiale et régionale. Cela peut maintenant se propager à d'autres endroits. Vous l'avez dit vous-même

aujourd'hui, et d'autres sont d'accord... Nous nous dirigeons vers un jeu différent maintenant. Nous devrions être en mesure de les voir [les changements]. Que l'ÉIIL et tout ce cirque, toutes ces organisations sont extrêmement ouvertes à la manipulation. Avoir une région composée d'organisations de même nature constitue un risque de sécurité vital pour nous. Et quand nous sommes allés pour la première fois en Irak du Nord, il y avait toujours le risque que le PKK fasse exploser l'endroit. Si l'on considère attentivement les risques et appuyons cela... Comme le général vient de dire...

**Yaşar Güler** : Monsieur, lorsque vous étiez à l'intérieur il y a un moment, nous avons discuté de tout cela. Ouvertement. Je veux dire, les forces armées sont un « outil » nécessaire pour vous à chaque tour.

**Ahmet Davutoğlu** : Bien sûr. Je dis toujours cela au Premier ministre, en votre absence, la même chose dans un jargon universitaire, vous ne pouvez pas rester dans ces terres sans *hard power*. Sans *hard power*, il ne peut y avoir de *soft power*.

**Yaşar Güler** : Monsieur,

**Feridun Sinirlioglu** : La sécurité nationale a été politisée. Je ne me souviens de rien de ce genre dans l'histoire politique turque. Elle est devenue une question de politique intérieure. Tous les entretiens que nous avons faits sur la défense de nos terres, sur notre sécurité à la frontière, sur nos terres revendiquées là-bas, ils sont tous devenus un outil commode et pas cher de politique intérieure.

**Yaşar Güler** : Exactement

**Feridun Siniroğlu** : Cela n'est jamais arrivé avant. Malheureusement, mais...

**Yaşar Güler** : Je veux dire, n'y aurait-il pas au moins l'un des partis de l'opposition qui vous soutiendrait sur un tel point de haute sécurité nationale ? Monsieur, est-ce un sens justifiable de la sécurité nationale ?

**Feridun Sinirlioglu** : Je ne me souviens même pas d'une telle période.

**Yaşar Güler** : Dans quel domaine pouvons-nous être unis, si ce n'est par une question de sécurité nationale d'une telle ampleur. Aucun.

**Ahmet Davutoğlu** : [...] Si seulement nous avons pris des mesures sérieuses à l'époque, même à l'été 2012.

**Feridun Sinirlioglu** : Ils étaient à leur plus bas en 2012

**Ahmet Davutoğlu** : Sur le plan interne, ils étaient exactement comme la Libye. Qui entre et sort du pouvoir n'est d'aucune importance pour nous. Mais certaines choses...

**Yaşar Güler** : Monsieur, pour éviter toute confusion, notre besoin en 2011 c'était des fusils et des munitions. En 2012, en 2013, et même aujourd'hui, c'est toujours le cas. Nous sommes exactement au même point. Nous avons absolument besoin de trouver cela et de sécuriser cet endroit.

**Ahmet Davutoğlu** : Les fusils et les munitions ne sont pas d'un grand besoin pour cet endroit. Parce que nous n'avons pas pu mettre le facteur humain en ordre...

## Seconde partie

**Hakan Fidan** : Nous avons envoyés environ 2 000 camions chargés d'équipements.

**Yaşar Güler** : Je pense que les armes ne sont pas nécessaires là-bas. C'est ma propre opinion. Les munitions sont nécessaires. Oui Monsieur. Monsieur Hakan [Fidan] est ici. nous pouvons fournir un général. Monsieur Fidan lui même a demandé cela en premier. Nous disions que nous pouvions. Nous avons désigné un général

et le général y était allé.

**Feridun Sinirlioğlu** : Si nous voulons être pratique, le ministre de la Défense devrait signer pour le bien de la nation. Notre Premier ministre devrait donner l'ordre une fois de plus, clairement.

**Ahmet Davutoğlu** : En fait pour moi, cette nuit même...

**Yaşar Güler** : Monsieur, nous n'avons aucun problème pour ce soir.

**Feridun Sinirlioğlu** : L'ordre pour l'opération est déjà donné pour ce soir.

**Yaşar Güler** : Nous avons délivré l'ordre immédiat pour l'opération, peut être que Mr Fidan le sait aussi.

**Ahmet Davutoğlu** : Hakan, quelles sont les complications si nous décidons d'envoyer des chars ?

**Hakan Fidan** : Et bien, sans coordination, si nous considérons le rapport de force...

**Yaşar Güler** : C'est pourquoi nous demandons la coordination du MIT [services secrets] Monsieur le ministre.

**Hakan Fidan** : ...sans la présence et la qualité d'hommes armés.

**Yaşar Güler** : C'est pourquoi nous prenons la coordination du MIT pour un prérequis, Monsieur le ministre. À savoir, il n'y a rien cette nuit dont vous ayez à vous soucier Monsieur le ministre. Pas ce soir, pas plus tard. Mais nous devons régler ce problème à moyen terme.

**Ahmet Davutoğlu** : Je pense toujours optionnellement à cela, mais nous ne pouvons pas convaincre ces hommes. Nous les intégrerons, les renforceront avec des chars de l'intérieur. À partir de là, nous avons besoin de considérer les conditions de guerre —et entre cela et la déclaration de guerre—, nous faisons une opération.

**Yaşar Güler** : C'est un casus belli. Ce que nous ferons est une raison directe pour la guerre.

**Hakan Fidan** : Pas une raison pour faire la guerre avec la Syrie.

**Yaşar Güler** : Non, ces hommes...

**Hakan Fidan** : Là où je veux en venir c'est que nous savons que  $2 + 2 = 4$ . Maintenant, si nous, là, cette chose-là ne signifie rien stratégiquement, si ce n'est l'image positive etc... Si nous voulons entrer en guerre, il faut le préparer et y aller. Je veux dire...

**Yaşar Güler** : C'est aussi ce que nous disons de puis le début.

**Hakan Fidan** : Ce que je ne peux pas accepter, c'est ça. Maintenant, nous considérons l'usage de la force, pour la tombe de Suleiman Shah, nous envisageons l'usage d'armes, ce qui veut dire, pour une portion de territoire de la taille de cette pièce, dix hectares de terrain, nous courrons le risque d'utiliser des armes, pour les 22 à 28 soldats là-bas. Bon, nous avons des milliers de kilomètres de frontières, et pourtant nous ne le risquons pas pour la vie de millions de personnes. Écoutez, ce n'est pas raisonnable. Laissez-moi dire cela. Si nous sommes sur le point d'utiliser des armes, laissez-nous le faire depuis le début. Si ces hommes sont une menace.

**Feridun Sinirlioğlu** : Bon, il y a une raison à cela...

**Hakan Fidan** : Utiliser cela comme une justification est une autre chose. L'autre est différente.

**Yaşar Güler** : Bien, notre ministre des Affaires étrangères ne pourra jamais trouver une raison à cette dernière, mais pour ça oui...

**Hakan Fidan** : Attendez, laissez moi vous dire ceci...

**Ahmet Davutoğlu** : Juste entre nous, le Premier ministre a dit que [attaquer la tombe] devrait aussi être considéré comme une opportunité dans cette conjoncture.

**Hakan Fidan** : Monsieur, regardez, si la justification —que nous pouvons— que je peux envoyer quatre hommes de l'autre côté et tirer huit missiles dans un territoire désert. Ce n'est pas un problème. Les justifications peuvent être créées. Le problème est qu'une telle volonté doit être invoquée. Nous formulons le souhait d'entrer dans une guerre, mais nous échouons dans le raisonnement.

**Feridun Sinirlioğlu** : Laissez-moi vous dire ceci, dix hectares de terrain. Dix hectares de terrain est une justification très valide concernant le droit international, de plus, en termes de légitimité, réaliser une telle opération contre l'ÉIIL, le monde entier sera derrière nous. Aucun doute la dessus.

**Yaşar Güler** : Non, nous n'avons aucun doute.

**Feridun Sinirlioğlu** : Non, je le dis à tout le monde. Sur ce point...

**Yaşar Güler** : Monsieur le ministre, nos forces sont prêtes depuis un an, en attente. Ce n'est pas une précaution que nous avons prise hier, ces hommes sont là depuis un an.

**Hakan Fidan** : Pourquoi sommes nous encore là à attendre pour la tombe de Suleyman Shah, je ne comprends pas.

**Ahmet Davutoğlu** : Nous avons fait, nous avons fait tout ce qui était diplomatiquement possible.

**Feridun Sinirlioğlu** : Nous avons besoin d'une justification, d'une bonne justification.

**Hakan Fidan** : Non, je peux fabriquer une justification, une justification n'est pas un problème.

**Feridun Sinirlioğlu** : Non, fabriquer une justification c'est autre chose, c'est une justification très solide.

**Hakan Fidan** : Si nécessaire nous pouvons aussi bien faire une attaque là-bas [sur la tombe], nous attaquons de manière préventive. Nous pouvons le faire, je veux dire, j'essaye de comprendre.

**Feridun Sinirlioğlu** : Nous aurions du faire cela avant, cela peut être fait bien sur. Nous pouvons le faire réaliser.

**Hakan Fidan** : Je veux dire, si nous sommes prêts à utiliser cela, en temps et lieu opportun, faisons le avec un but que nous déterminerons.

**Ahmet Davutoğlu** : Hakan, comme vous l'avez dit, si ce que vous entendez est un manque de stratégie dans la fabrication d'une justification, vous avez raison. Contre ces hommes...

**un officier** : Monsieur, sans que cela arrive...

**Ahmet Davutoğlu** : [...] Vous ne pouvez pas dire au secrétaire d'État américain : "Nous devons prendre des mesures fortes".

**Hakan Fidan** : Bien, Monsieur, ce que je veux dire c'est...

**Ahmet Davutoğlu** : Alors, il dira, vous n'avez jamais défendu votre propre terre. Nous avons eu beaucoup de conversation amicales, principalement avec Kerry et il me disait exactement cela, vous avez décidé de frapper et...

**Yaşar Güler** : Monsieur, nous l'avons fait, des centaines de fois, avec les États-Unis...

**Feridun Sinirlioğlu** : Bien, regardez, il y a trois jours, une chose s'est produite au bureau du chef d'état major, cette affaire a été soulevée et nous avons eu une rencontre de coordination. Je le vois pour la première fois. Les Américains...

**Yaşar Güler** : Non, nous l'avons fait régulièrement !

**Feridun Sinirlioğlu** : Non, non, les Américains durant cette rencontre ont distribué des plans pour la zone de non-survol. Pour la première fois. Tu savais cela ?

**Hakan Fidan** : Hmm, ce que je souligne c'est que, Monsieur, si nous sommes sur le point de prendre une telle décision pour une raison de cette sorte [la tombe], si nous sommes prêts à prendre cette décision.

**Feridun Sinirlioğlu** : Non, pas seulement Suleyman.

**Hakan Fidan** : J'affirme que, si nous sommes prêts pour prendre cette décision, nous aurions déjà du la prendre. À cause de la menace et des avantages que nous avons. C'est pourquoi j'essaye de dire cela. [...]

**Ahmet Davutoğlu** : Oui, si nous avons pris cette décision sur une plus petite échelle, nous ne serions pas isolés comme aujourd'hui.

**Yaşar Güler** : Non attendez, nous avons pris cette décision.

**Hakan Fidan** : Mais elle n'a pas été mise en œuvre.

**Yaşar Güler** : Nous ne pouvons pas réaliser cette décision, nous sommes paralysés pour plusieurs raisons, c'est notre problème Monsieur le ministre. L'appareil de l'État ne fonctionne pas.

**Ahmet Davutoğlu** : Je n'accepte pas cela, laissez moi vous le dire clairement. [...], dans la tradition de l'État dans laquelle j'ai été élevé ; accepteriez-vous cela, dans le ministère des Affaires étrangères que des débats politiques causent des retards dans les processus... Actuellement, une telle chose ne serait pas légitime ! Tout le monde doit prendre ses responsabilités avec détermination. Si un ambassadeur déclare, Monsieur le ministre, on m'empêche de travailler, que faites vous ? Nous disons, prenez votre retraite et nous allons trouver quelqu'un d'autre pour faire cela, n'est ce pas ? C'est la manière dont je vois les choses. C'est comme ça que la démocratie fonctionne.

**Yaşar Güler** : Monsieur le ministre, vous avez totalement raison.

**Ahmet Davutoğlu** : Actuellement, l'État fonctionne uniquement à travers quelques agences et quelques personnes qui sont capables de prendre les bonnes décisions, ce que je fais.

**Yaşar Güler** : Certainement, Monsieur.

**Ahmet Davutoğlu** : Bon, allons nous reculer sur ce point ?

**Yaşar Güler** : Non, nous n'allons pas reculer.

**Ahmet Davutoğlu** : Quoi qu'il en soit, passons de l'autre côté.

---

Source : « Complot turc pour entrer en guerre ouverte contre la Syrie », *Réseau Voltaire*, 28 mars 2014, [www.voltairenet.org/article183019.html](http://www.voltairenet.org/article183019.html)